

# CONTRE L'ESCALADE GUERRIÈRE ISRAËLIENNE SOUTENUE PAR LES GRANDES PUISSANCES

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahou menace d'embraser toute la région.

## Les guerres de Netanyahou et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahou entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigü, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

## L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahou ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahou pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahou, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

## Des résultats encourageants pour la lutte

Les résultats des élections CSE dans les PIC sont tombés. Sud arrive en tête avec 25% des voix, ensuite vient la CGT avec 24% puis FO avec 23% et enfin la CFDT avec 21%. En clair, **les travailleurs ont porté majoritairement leurs voix sur des syndicats qui dénoncent la guerre sociale que nous mène La Poste**. Un encouragement pour ne plus accepter les bas salaires et le sous-effectif.

## Du bout des lèvres

Ces résultats électoraux ont dû être annoncés officiellement par la direction qui n'a sans doute pas apprécié de voir les syndicats contestataires arriver en tête dans les PIC. Pour une fois, nous étions nombreux à être attentifs au brief et à ne pas cacher notre plaisir.

## Des embauches ?

La direction annonce en grande pompe l'embauche de 15 collègues sur l'ensemble des brigades de la PIC. **C'est à peine de quoi combler les postes des collègues qui sont partis en retraite dernièrement**. Une bonne nouvelle pour les futurs embauchés, mais une goutte d'eau face aux besoins en effectif des nouvelles activités.

## Et la marmotte, elle met le chocolat...

Sur les panneaux syndicaux, nous avons pu lire que les 15 nouvelles embauches avaient été obtenues « suite à de nombreuses discussions avec la CFDT ». Une interprétation un peu légère à notre goût. **Ces quelques embauches sont avant tout le résultat de la colère qui monte depuis plusieurs mois dans plusieurs services, avec des collègues qui s'expriment dans les briefs ou interpellent directement la direction en menaçant de débrayer contre ce sous-effectif**. Car la direction ne craint pas le blabla syndical ; en revanche, elle redoute une mobilisation massive des salariés qui viendrait perturber sa production.

## La direction fait ses comptes , à nous de faire les nôtres

À ce stade, la direction a dû considérer qu'il lui était plus profitable de faire quelques embauches. Et c'est tant mieux pour les quinze collègues qui seront ainsi embauchés. Mais on est encore très loin du compte et c'est à nous les travailleurs de faire nos propres calculs. Il y a près de 200 travailleurs intérimaires tous les jours à la PIC, dans toutes les brigades. **La base de la base serait d'embaucher ces 200 travailleurs intérimaires, ou au moins toutes celles et ceux qui le souhaitent**.

## Taper sur les fonctionnaires, pour mieux s'en prendre à tous

Le gouvernement veut récupérer quelques centaines de millions d'euros sur les salaires des fonctionnaires. Son astuce : augmenter à trois le nombre de jours d'arrêt maladie non payés (jours de carence) et réduire à 90 % la rémunération sur la durée restante de l'arrêt. Au nom bien sûr de l'égalité avec les salariés du privé.

Les représentants patronaux, eux, commencent déjà à réclamer cette soi-disant égalité pour leurs propres salariés. Car, en réalité, pour 70 % des salariés du privé, les conventions collectives prévoient que l'employeur prenne en charge les jours de carence.

Après avoir égalisé d'un côté, il faudra égaliser de l'autre. Et au final, les travailleurs seront tous tondus, public comme privé, si on se laisse faire.

## Le RN allié de Macron et des riches

Dans les discussions à l'Assemblée sur le budget 2025, les députés RN ont voté par deux fois au service des plus riches.

Ils ont commencé par rejeter, en alliance avec les macronistes, la restauration de l'impôt sur la fortune (ISF). Un impôt, bien maigre, qui touche les millionnaires. Puis, ils ont voté contre la hausse du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, que le gouvernement Barnier voulait porter de 30 % à 33 %. Cet impôt est plus avantageux pour les très riches, car il n'est pas soumis à un barème progressif comme l'impôt sur les autres revenus.

**Le RN prétend défendre les « petits actionnaires ».** **Ceux-ci ont bon dos**. Le RN bichonne les riches et propose ensuite des coupes dans les services publics, qui pénalisent les travailleurs et les plus pauvres.

## Italie : des ouvriers du textile immigrés remportent une première victoire

Dans la région de Florence, qui compte 8 000 entreprises du textile employant plus de 40 000 travailleurs, plusieurs dizaines de sans-papiers de huit entreprises viennent de faire grève pendant une quinzaine de jours. Ils revendiquaient leur régularisation et le respect de la législation du travail. Celle-ci prévoit une durée maximum de 40 heures sur six jours. Or ces travailleurs devaient travailler 12 heures par jour et sept jours sur sept, sous peine d'être immédiatement renvoyés. À cela s'ajoutait la menace d'expulsion, renforcée par la démagogie xénophobe du gouvernement Meloni.

Pourtant, les patrons ont dû céder. Ces travailleurs seront régularisés et bénéficieront des mêmes droits que les autres. Ils ont montré que la lutte est possible, même dans des conditions difficiles.